

<https://dijon.snes.edu/spip/spip.php?article613>



Les besoins de qualifications d'ici à 2015

- Technique - Départements - Yonne - Archives - Unes de l'année scolaire 2004-2005 -



Publication date: mars 2005

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

Le constat

- La loi d'orientation sur l'école prévoit de fixer pour objectifs : 100% de qualification pour tous, et 50% d'une classe d'âge diplômée de l'enseignement supérieur. Ces objectifs sont en accord avec les objectifs de Lisbonne qui voudraient faire de l'économie européenne la première économie du monde en améliorant la croissance par la recherche et l'innovation (la fameuse « économie de la connaissance »).
- Dans le même temps, le plan Borloo de cohésion sociale et la loi d'orientation sur l'école veulent développer l'apprentissage comme remède miracle à la non-qualification et au chômage d'une partie des jeunes.
- Et enfin, l'accord entre représentants des salariés et du patronat sur la formation professionnelle ouvre des droits nouveaux aux salariés qui devront de plus en plus s'adapter, être mobiles... pour finir peut-être marchandisés...

Emploi et formation à l'horizon 2015

Le ministère de l'Education nationale a fait réaliser une étude prospective emploi-formation à l'horizon 2015, pour appuyer ses choix, compte-tenu des besoins de recrutement de jeunes sortant du système éducatif.

Le point de départ de cette étude repose sur plusieurs hypothèses économiques : taux de croissance moyen du PIB de 2% ou 1.5%, âge de départ à la retraite repoussé de 4 ou 2 ans, niveau des promotions internes au sein des entreprises, ...

Voici quelques résultats généraux :

- L'emploi ne progresserait pratiquement pas sur la période (taux de croissance compris entre 0 et 0.4%).
- Les départs à la retraite constitueraient le premier facteur explicatif des besoins de recrutements.
- Les besoins en personnels qualifiés augmenteraient : hausse des ingénieurs, des cadres, des personnels de service aux particuliers, des commerciaux et des techniciens et baisse des ouvriers, des employés administratifs, des artisans et des commerçants
- Les besoins en personnels seraient inférieurs au nombre de jeunes sortant du système éducatif.

Perspectives

On voit donc bien que, **sans politique volontariste en matière d'emploi et de formation, si on « laisse faire le marché », la situation de l'emploi ne peut s'améliorer, au contraire.**

On voit aussi que le système éducatif doit être renforcé pour permettre au plus grand nombre d'atteindre une qualification plutôt de niveau 3 (bac + 2 et licence) pour s'intégrer plus facilement dans la vie active et sociale.

Pourtant, les mesures gouvernementales en matière sociale (réforme des retraites, modification de la loi sur les 35h, ...), ne font qu'aggraver le chômage, et placent la population dans une **insécurité sociale généralisée.**

De même, pourtant, les **mesures gouvernementales en matière d'éducation** risquent de freiner le développement de la formation initiale et de limiter l'accès du plus grand nombre à des qualifications élevées :

- la loi d'orientation sur l'école se fonde sur un socle commun qui réduit les ambitions de l'école en faisant de l'acquisition d'un minimum de connaissances le point de passage obligé pour chaque élève l'empêchant ainsi de progresser à son rythme en suivant des parcours diversifiés.
- Le budget 2005 réduit encore le nombre d'enseignants dans les collèges et les lycées, ce qui semble incompatible avec les objectifs annoncés.
- La promotion de l'apprentissage laisse aussi songeur, quand on sait que 80% des apprentis sont au niveau 5 (CAP et BEP), alors que les besoins se situent plutôt au niveau 3 et que le taux de rupture des contrats d'apprentissage est de l'ordre de 25 à 30%.

On peut aussi s'interroger sur le souci des entreprises de mener un processus de formation, alors qu'elles renoncent souvent à embaucher des jeunes sans expérience.

Et que penser de la volonté clairement affichée des instances européennes de créer un marché de l'emploi européen, dans lequel la **flexibilité** et l'**employabilité** seront les maîtres mots ?

N'y a-t-il pas aussi derrière cela, entre autres, le souhait de **remettre en cause le système de reconnaissance des qualifications** qui permet de lier le diplôme au niveau de rémunération ?

David Chynel



Fédération Syndicale Unitaire

Syndicat **n**ational des **e**nseignements de **S**econd degré
